

1 - Actualité nationale et internationale

Taux d'intérêt

La BCE et la FED maintiennent le statu quo monétaire

Le 9 février 2012, le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne a décidé que le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement de l'Eurosystème ainsi que ceux de la facilité de prêt marginal et de la facilité de dépôt demeureront inchangés, à respectivement 1,00 %, 1,75 % et 0,25 %.

Le président de la BCE observe que « les données d'enquêtes disponibles confirment les premiers signes de stabilisation de l'activité économique à un niveau bas en fin d'année, mais les perspectives économiques demeurent soumises à une incertitude élevée et à des risques à la baisse importants. Les tensions sous-jacentes sur les prix devraient rester limitées et les risques pesant sur l'évolution des prix à moyen terme demeurent équilibrés».

Critères pour l'éligibilité des nouvelles créances privées

Dans le cadre des mesures adoptées le 8 décembre 2011 (cf. lettre du mois de décembre 2011), le Conseil des gouverneurs a approuvé le dispositif présenté par la Banque de France concernant les critères pour l'éligibilité des créances privées admises en garantie des opérations de refinancement de l'Eurosystème.

Concernant les créances déjà éligibles :

- La qualité minimum de signature est portée de l'échelon 3 à l'échelon 4 de qualité du crédit dans l'échelle de notation harmonisée de l'Eurosystème, qui est associée à une probabilité de défaut à 1 an inférieure à 1 % ;
- Sont également acceptées lorsque l'ensemble des autres critères d'éligibilité est respecté :
 - des créances en dollars,
 - des crédits-export bénéficiant d'une garantie de la Coface.

Concernant de nouvelles catégories de créances :

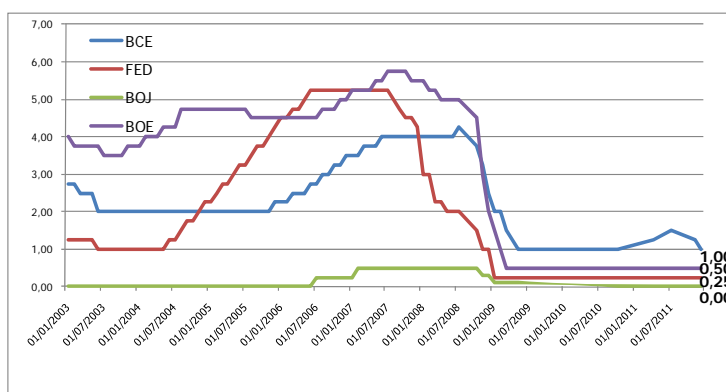
Les prêts immobiliers résidentiels aux particuliers sont éligibles sous réserve d'être assortis :

- d'une hypothèque ou d'un privilège de premier rang
- ou d'une garantie ou d'un cautionnement d'un établissement de crédit ou d'une entreprise d'assurance
- et s'ils respectent certains critères supplémentaires, notamment un contrat de prêt de droit français et une maturité résiduelle supérieure à un mois.

Ces nouvelles créances sont prises en compte avec une décote renforcée, dont l'ampleur est fonction de leurs caractéristiques.

La FED

Le Comité monétaire de la Fed a décidé le 25 janvier 2012 de maintenir son principal taux directeur dans une fourchette comprise entre 0 % et 0,25 % jusqu'à la fin de l'année 2014 ainsi que la mise en place d'un objectif d'inflation de 2 %.



Chômage

Hausse du nombre de demandeurs d'emploi en France

En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A inscrits à Pôle Emploi s'établit à 2 874 500 fin décembre 2011, soit une hausse de 1 % sur un mois en données CVS-CJO (+ 29 700 personnes). Sur un an, il croît de 5,6 % (+ 3,8 % pour les hommes et + 7,5 % pour les femmes). Le nombre de demandeurs d'emploi de « 50 ans et plus » inscrits en catégorie A augmente de 16 %.

Stabilité du taux de chômage dans la zone euro sur un mois

Dans la zone euro, le taux de chômage corrigé des variations saisonnières est de 10,4 % en décembre 2011, stable par rapport à novembre. Il était de 10 % en décembre 2010. Le taux de chômage dans les 27 pays membres de l'Union européenne atteint 9,9 % en décembre 2011. Il était de 9,5 % en décembre 2010.

Inflation

Hausse des prix en France

L'indice des prix à la consommation (hors tabac) en France augmente de 0,4 % sur un mois en décembre 2011 ; sur un an, il croît de 2,4 %. L'inflation sous-jacente s'établit à 1,8 % en glissement annuel.

Stabilité de l'inflation dans la zone euro

Le taux d'inflation annuel de la zone euro s'établirait à 2,7 % en janvier 2012, stable par rapport à décembre 2011.

Asie/Pacifique

La BoJ maintient le statut quo monétaire

Le Comité de politique monétaire de la Banque du Japon (BoJ) a décidé le 24 janvier 2012 de laisser inchangé son principal taux directeur dans une fourchette comprise entre 0 % et 0,1 %. Le gouvernement japonais prévoit une contraction de 0,4 % du PIB pour l'année budgétaire 2011-2012 et une hausse de 2 % pour 2012-2013 contre une précédente estimation à 2,2 %. En décembre 2011, la production industrielle du Japon a progressé de 4 % sur un mois, les prix à la consommation hors alimentation ont baissé de 0,1 % sur un an et de 0,3 % sur l'ensemble de l'année. Les dépenses de consommation des ménages ont reculé de 0,1 % sur un mois. Le taux de chômage est estimé à 4,6 % (+ 0,1 % par rapport à novembre).

En décembre 2011, les exportations ont reculé de 8 % sur un an, les importations, pour leur part ont augmenté de 8,1 %. Le déficit commercial s'est élevé à 205,1 milliards d'euros et en 2011, le Japon a enregistré le premier déficit annuel de sa balance commerciale depuis 1980 (24 milliards d'euros).

Léger ralentissement de la croissance chinoise en 2011

Au quatrième trimestre 2011, le PIB chinois a progressé de 8,9 % contre 9,1 % au troisième trimestre. Sur l'ensemble de l'année 2011, la croissance chinoise ressort à 9,2 % contre 10,4 % en 2010. En décembre 2011, la valeur ajoutée de la production industrielle a augmenté de 12,8 % sur un an. L'indice chinois des prix à la consommation a progressé de 4,1 % sur un an au mois de décembre 2011 et de 5,4 % sur l'ensemble de l'année contre 3,3 % en 2010. En 2011, les exportations chinoises ont augmenté de 20,3 % sur un an, les importations se sont accrues de 24,9 % et l'excédent commercial a diminué 14,5 % en glissement annuel à 155,14 milliards de dollars.

Publications

La biodiversité en outre-mer

A l'initiative des ministères de l'Outre-mer, de l'Ecologie et du Tourisme, un passeport biodiversité a été élaboré afin de sensibiliser les voyageurs à la protection de la biodiversité en outre-mer tout en assurant une promotion touristique de ces destinations. 300 000 passeports en français et en anglais seront diffusés dans les 12 territoires d'outre-mer qui représentent 80 % de la biodiversité française. Le passeport vert « la biodiversité pour un tourisme responsable est téléchargeable sur :

<http://www.outre-mer.gouv.fr/?passeport-vert-la-biodiversite-en-outre-mer.html>

2 – Actualité régionale

Asie/Pacifique

La BoJ maintient le statut quo monétaire

Le Comité de politique monétaire de la Banque du Japon (BoJ) a décidé le 24 janvier 2012 de laisser inchangé son principal taux directeur dans une fourchette comprise entre 0 % et 0,1 %. Le gouvernement japonais prévoit une contraction de 0,4 % du PIB pour l'année budgétaire 2011-2012 et une hausse de 2 % pour 2012-2013 contre une précédente estimation à 2,2 %. En décembre 2011, la production industrielle du Japon a progressé de 4 % sur un mois, les prix à la consommation hors alimentation ont baissé de 0,1 % sur un an et de 0,3 % sur l'ensemble de l'année. Les dépenses de consommation des ménages ont reculé de 0,1 % sur un mois. Le taux de chômage est estimé à 4,6 % (+ 0,1 % par rapport à novembre).

En décembre 2011, les exportations ont reculé de 8 % sur un an, les importations, pour leur part ont augmenté de 8,1 %. Le déficit commercial s'est élevé à 205,1 milliards d'euros et en 2011, le Japon a enregistré le premier déficit annuel de sa balance commerciale depuis 1980 (24 milliards d'euros).

Léger ralentissement de la croissance chinoise en 2011

Au quatrième trimestre 2011, le PIB chinois a progressé de 8,9 % contre 9,1 % au troisième trimestre. Sur l'ensemble de l'année 2011, la croissance chinoise ressort à 9,2 % contre 10,4 % en 2010. En décembre 2011, la valeur ajoutée de la production industrielle a augmenté de 12,8 % sur un an. L'indice chinois des prix à la consommation a progressé de 4,1 % sur un an au mois de décembre 2011 et de 5,4 % sur l'ensemble de l'année contre 3,3 % en 2010. En 2011, les exportations chinoises ont augmenté de 20,3 % sur un an, les importations se sont accrues de 24,9 % et l'excédent commercial a diminué 14,5 % en glissement annuel à 155,14 milliards de dollars.

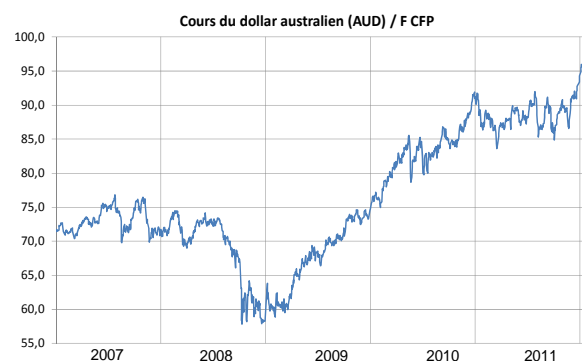
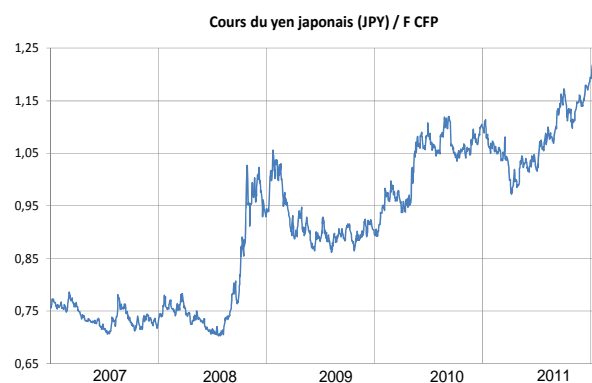
Stabilité des prix et appréciation du dollar australien

L'indice des prix à la consommation australien est resté stable au cours du 4^{ème} trimestre 2011. Initiée par un retour à la normale des approvisionnements en fruits, la baisse des prix des produits alimentaires (- 1,5 %) a permis de compenser la hausse de prix des services de communication (+ 1,1 %). Sur un an, l'indice a crû de 3,1 %, avec pour principaux contributeurs le logement (0,9 pt), les transports (0,5 pt) et l'alimentation (0,4 pt).

En janvier 2012, le dollar australien continue de s'apprécier par rapport à l'euro, avec une hausse de 4,9 % de son cours moyen mensuel sur un mois et de 8,4 % en un an. La banque centrale australienne (RBA) a décidé, le 7 janvier, de maintenir son taux directeur à 4,25 %.

Appréciation du dollar néo-zélandais

L'indice des prix à la consommation a reculé de 0,3 % au 4^{ème} trimestre 2011, pour la première fois depuis fin 2009. Les prix des produits alimentaires (- 2,2 %) et du poste communications (- 3,5 %) sont les principaux contributeurs à la baisse de l'indice. Sur un an, l'indice a augmenté de 1,8 %, en raison notamment de la hausse des prix des transports (+5,7 %). Depuis le début de l'année, le dollar néo-zélandais s'est fortement apprécié, celui-ci s'est élevé, en moyenne, à 74,1 F CFP en janvier 2012 contre 69,8 F CFP en décembre 2011. La banque centrale de Nouvelle-Zélande a décidé, le 26 janvier, de maintenir son taux directeur à 2,5 %.



3 – Brèves économiques locales

Convention pour l'accueil des délégués pour la Nouvelle-Calédonie dans les ambassades de France

Le ministère des Affaires étrangères et Européennes, le ministère de l'Outre-Mer et le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie ont signé une convention relative à l'accueil des délégués pour la Nouvelle-Calédonie au sein du réseau diplomatique. Après un an de formation spécifique dans des établissements supérieurs, les délégués seront affectés dans les ambassades de France de la zone Pacifique. Les deux premiers délégués devraient prendre leur fonction fin 2013. Prévu par l'accord de Nouméa, le déploiement de diplomates pour la Nouvelle-Calédonie a comme objectif de favoriser la coopération et l'insertion du territoire dans son environnement régional.

Troisième commission de l'accord particulier entre l'Etat, la Nouvelle-Calédonie et Wallis-et-Futuna

La troisième commission de suivi de l'accord particulier entre l'Etat, la Nouvelle-Calédonie et Wallis-et-Futuna s'est déroulée à Nouméa le 13 janvier 2012. Signé en 2003, cet accord particulier a pour objectif le développement économique et social de Wallis-et-Futuna. Les actions mises en place lors de cette commission concernent notamment les aides à la formation, la coopération entre les chambres consulaires, le partenariat avec l'OPT pour l'installation d'un réseau de téléphonie mobile de type 3G sur l'archipel et la coopération dans l'organisation des Mini-jeux de 2013 prévus à Wallis-et-Futuna.

Amélioration des retraites des personnes âgées

Les premiers dossiers de demandes du minimum vieillesse et du complément retraite de solidarité ont été déposés en janvier, pour des premiers versements prévus en février 2012. Votés en décembre 2011 par le Congrès de la Nouvelle-Calédonie, le minimum vieillesse est fixé à 85 000 F CFP par mois et le complément retraite de solidarité à un minimum de 90 000 F CFP par mois.

Nouvelle tarification d'Air Calédonie

Le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie a approuvé la nouvelle politique tarifaire d'Air Calédonie applicable au 10 janvier 2012. Les tarifs de référence (tarifs les plus élevés) sont devenus flexibles en fonction du taux de remplissage des vols. Cette nouvelle tarification, hors accords particuliers, permet d'adapter systématiquement les prix en fonction du niveau de la demande.

Depuis le 12 janvier, le billet « solidarité transport » à 10 000 F CFP est applicable pour les ressortissants des Iles Loyauté bénéficiaires de l'Aide Médicale Gratuite. Ce dispositif est financé par la Province des Iles Loyauté, qui prend en charge la différence entre le prix du billet de référence et le prix du billet aidé.

Convention avec l'Autorité de la Concurrence

Le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie et l'Autorité de la concurrence ont signé une convention-cadre d'assistance technique afin de renforcer l'expertise de la Nouvelle-Calédonie et ses outils en matière de lutte contre les pratiques anticoncurrentielles. Une première mission de l'Autorité de la concurrence sera effectuée au premier semestre 2012 sur les réseaux de la grande distribution et d'importation des produits de grande consommation.

Campus unique de l'UNC à Nouville

Le campus de Magenta a été transféré à Nouville. L'Université de Nouvelle-Calédonie dispose dorénavant d'un campus unique à Nouville. La résidence universitaire de 470 logements, initialement utilisée par les athlètes participant aux Jeux du Pacifique, accueillera ses premiers étudiants à l'occasion de la rentrée 2012.

Fusion entre Xstrata et Glencore

Le 7 février, la compagnie minière Xstrata et le groupe suisse de matières premières Glencore ont annoncé leur fusion pour créer une compagnie mondiale de matières premières. Ses activités concernent l'exploitation minière, le raffinage, le stockage et la vente des produits. Cette fusion n'affecte pas le projet de Koniambo, dont Xstrata Nickel est partenaire.

Nouveau président de Vale Nouvelle-Calédonie

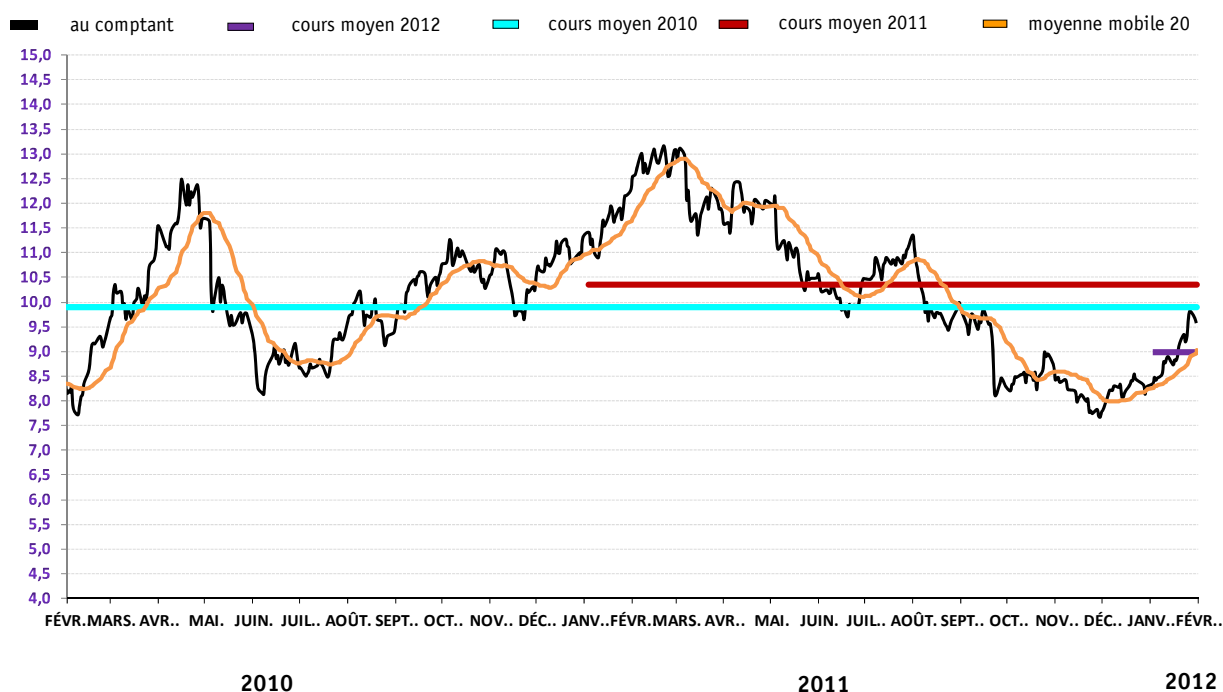
Vale Nouvelle Calédonie a annoncé le 17 janvier 2012 la nomination de son nouveau président, Ricardo Rodrigues de Carvalho, en remplacement de Peter Poppinga.

4 – Sélection d'indicateurs mensuels

INDICATEURS DE REFERENCE			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
Indice des prix à la consommation		janv.-12	102,9	0,3%	2,1%
Nombre de demandeurs d'emploi		déc.-11	5 527	-13,4%	-3,3%
COMMERCE EXTERIEUR (en millions de F CFP)					
Exportations	mensuelles	déc.-11	15 398	68,6%	-4,0%
	cumulées	déc.-11	147 114	-	10,1%
Importations	mensuelles	déc.-11	25 631	-6,9%	-3,7%
	cumulées	déc.-11	316 761	-	6,1%
SECTEURS D'ACTIVITE			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
NICKEL					
• Cours du nickel au LME en USD/livre		janv.-12	8,99	9,2%	-22,7%
• Cours du nickel au LME en F CFP/livre		janv.-12	831,70	11,4%	-19,9%
• Exportations de minerai (en milliers de tonnes)	mensuelles	déc.-11	526	-14,9%	-8,6%
	cumulées	déc.-11	4 588	-	0,4%
• Exportations de produits métallurgiques (en tonnes de nickel contenu)	mensuelles	déc.-11	7 348	101,6%	27,2%
	cumulées	déc.-11	61 909	-	10,8%
TOURISME					
• Touristes débarqués	mensuels	déc.-11	12 465	15,7%	32,4%
	cumulés	déc.-11	111 875	-	13,5%
• Nuitées	mensuels	nov.-11	60 446	1,6%	19,9%
	cumulés	nov.-11	600 283	-	25,1%
• Taux d'occupation mensuel des hôtels de Nouméa		nov.-11	67,90%	+ 4,1 pts	- 2,6 pts
• Croisiéristes	cumulés	déc.-11	210 919	-	3,5%
BTP					
• Ventes totales de ciment (en tonnes)	mensuelles	janv.-12	10 605	-3,8%	51,6%
	cumulées	janv.-12	10 605	-	51,6%
• Index BT 21 (p)		déc.-11	139,33	0,0%	4,1%
• IRL (p)		déc.-11	113,92	0,3%	4,0%
CREVETTES					
• Exportations de crevettes (en tonnes)	mensuelles	déc.-11	9	-	-0,5%
	cumulées	déc.-11	708	-	-5,1%
• Exportations de crevettes (en millions de F CFP)	mensuelles	déc.-11	12	-	-14,3%
	cumulées	déc.-11	1 013	-	-1,2%
COMMERCE AUTOMOBILE					
Immatriculations de voitures particulières neuves	mensuelles	déc.-11	656	14,1%	-7,0%
	cumulées	déc.-11	7 525	-	2,3%

Sources : ISEE, IDCNC, Service des Mines

ÉVOLUTION DES COURS DU NICKEL AU LME (\$/LB)



5 – Activités de l'Institut et suivi de place

Masse monétaire

en millions de F CFP	nov.-09	nov.-10	nov.-11	var 10/09	var 11/10
Circulation fiduciaire	13 462	13 794	14 849	2,5%	7,6%
Dépôts à vue	185 078	214 864	232 075	16,1%	8,0%
Total M1	198 540	228 658	246 924	15,2%	8,0%
M2-M1	87 506	91 030	98 150	4,0%	7,8%
Total M3	427 559	494 582	517 958	15,7%	4,7%

Concours de caractère bancaire

en millions de F CFP	sept.-09	sept.-10	sept.-11	var 10/09	var 11/10
Entreprises	364 076	392 660	411 987	7,9%	4,9%
Ménages	317 175	350 664	379 327	10,6%	8,2%
Collectivités locales	35 134	44 359	48 002	26,3%	8,2%
Autres agents de CCB non ventilés	9 985	11 727	13 615	17,4%	16,1%
Total encours sain	726 371	799 410	852 931	10,1%	6,7%
Créances douteuses brutes	15 040	15 979	19 237	6,2%	20,4%
Total encours brut	741 410	815 389	872 168	10,0%	7,0%

Interdits bancaires

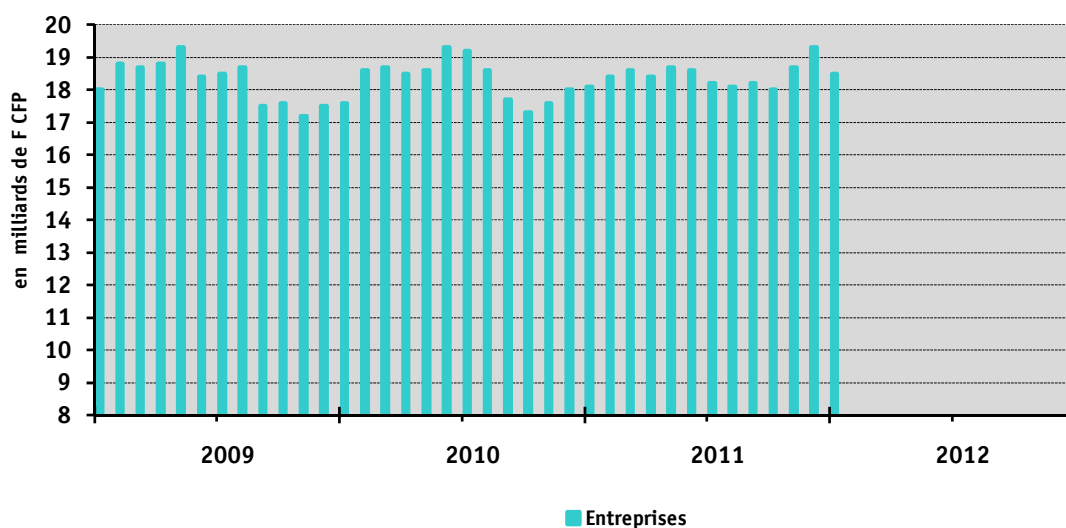
INDICATEURS IEOM		Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel	
Interdits bancaires	stock	janv.-12	6 622	2,8%	5,6%
	dont personnes physiques	janv.-12	5 907	3,1%	5,4%
	dont personnes morales	janv.-12	715	0,3%	7,4%

Cotation

INDICATEURS IEOM		Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel	
	Cotes valides	janv.-12	14 345	0,5%	34,5%
	Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	janv.-12	4 363	1,2%	23,5%

Refinancement des entreprises

INDICATEURS IEOM		Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel	
Refinancement (en milliards de F CFP)	Entreprises	janv.-12	18,5	-4,0%	2,5%



6 – Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

	date	2010	2011	Var
Indice des prix à la consommation	janv	100,8	102,9	2,1
Entreprises				
nb d'entreprises (a)	dec	51 232	54 537	6,5%
dont nb d'entreprises sans salarié (a)	dec	44 950	48 076	7,0%
créations d'entreprises	sept	3 992	3 968	-0,6%
cessations d'entreprises (p)	sept	2 105	2 042	-3,0%
liquidations judiciaires (nb)	déc	135	121	-10,4%
redressements judiciaires (nb)	déc	96	82	-14,6%
personnes morales en interdiction bancaire (nb)	janv	666	715	7,4%
ventes de ciment local (tonnes)	janv	6 950	10 581	52,2%
importations ciment (tonnes)	janv	46	24	-47,8%
total ciment (tonnes)	janv	6 996	10 605	51,6%
importations de biens d'équipement (M FCFP)	déc	33 835	30 637	-9,5%
importations de véhicules utilitaires (M FCFP)	janv	303	513	69,0%
immatriculations de véhicules utilitaires neufs (nb)	déc	4 417	4 389	-0,6%
Ménages				
emploi salarié (nb)	sept	85 447	88 634	3,7%
dont secteur privé	sept	61 294	64 242	4,8%
dont secteur public	sept	24 153	24 392	1,0%
demandes d'emploi de fin de mois	déc	5 716	5 527	-3,3%
demandes d'emploi de fin de mois (moyenne depuis le début de l'année)	déc	7 325	6 873	-6,2%
chômeurs indemnisés	oct	1 770	1 675	-5,4%
montant horaire du Salaire minimum garanti (F CFP)	févr	828,4	887,6	7,1%
personnes physiques en interdiction bancaire (nb)	janv	5 605	5 907	5,4%
décisions retraits cartes bancaires	janv	284	266	-6,3%
incidents paiements sur chèques	janv	2 218	3 352	51,1%
immatriculations de véhicules de tourisme neufs (nb)	déc	7 354	7 525	2,3%
importations de véhicules de tourisme (M FCFP)	janv	1 076	1 100	2,3%
importations de produits alimentaires (M FCFP)	déc	29 842	33 121	11,0%
importations de biens de consommation courante (M FCFP)	déc	16 634	17 653	6,1%
Echanges				
nombre de touristes	déc	98 562	111 875	13,5%
nombre de croisiéristes	déc	203 879	210 919	3,5%
taux d'occupation moyen depuis le 1er janvier des hôtels de Nouméa	nov	57,1%	60,8%	3,7 pts
moyenne des cours du nickel au LME en \$/lb sur l'année	janv	11,63	8,99	-22,7%
cours du nickel au LME en \$/lb	janv	11,63	8,99	-22,7%
exportations de minerai de nickel (en milliers de tonnes)	déc	4 572	4 588	0,4%
exportations de minerai de nickel (M FCFP)	déc	25 046	27 325	9,1%
exportations métallurgique de nickel (en tonnes de Ni contenu)	déc	55 892	61 909	10,8%
exportations métallurgique de nickel (M FCFP)	déc	102 193	110 320	8,0%
exportations de crevettes congelées (en tonnes)	déc	746	708	-5,1%
exportations de crevettes congelées (M FCFP)	déc	1 025	1 013	-1,2%
exportations en valeur du nickel (métal+minerai) et des crevettes	déc	128 264	138 658	8,1%
part de ces produits dans le total des exportations	déc	96%	94%	-1,72pt
total des importations (M FCFP)	déc	298 500	316 761	6,1%
total des exportations (M FCFP)	déc	133 653	147 114	10,1%
taux de couverture	déc	44,77%	46,44%	1,7pt
recettes douanières (M FCFP)	déc	45 230	47 208	4,4%
Indicateurs financiers (M de FCFP)				
Dépôts à vue	nov	214 864	232 075	8,0%
M1	nov	228 658	246 924	8,0%
M2	nov	319 688	345 074	7,9%
Dépôts à termes	nov	174 736	172 749	-1,1%
M3	nov	494 582	517 958	4,7%
P1	nov	3 960	3 848	-2,8%
coût du crédit aux entreprises- court terme	juil	4,94%	5,46%	0,52 pt
coût du crédit aux entreprises- moyen et long terme	juil	4,32%	4,58%	0,26 pt
coût du crédit aux particuliers - prêts immobiliers	juil	4,75 %	4,63 %	-0,12 pt
coût du crédit aux particuliers - prêts personnels <181 920 F CFP	juil	17,91 %	-	ns
ensemble des concours bancaires - toutes zones confondues (p)	sept	815 389	872 168	7,0%
Ménages				
dont crédits à la consommation	sept	67 879	71 197	4,9%
dont crédits à l'habitat	sept	278 744	302 839	8,6%
Entreprises				
dont crédits d'exploitation	sept	392 660	411 987	4,9%
dont crédits d'investissement	sept	71 208	74 862	5,1%
dont crédits à la construction	sept	213 053	221 521	4,0%
dont crédits à la construction	sept	99 471	103 243	3,8%
Collectivités locales				
dont d'investissement	sept	44 359	48 002	8,2%
dont d'investissement	sept	40 431	43 764	8,2%
Autres agents de CCB non ventilés				
créances douteuses brutes	sept	11 727	13 615	16,1%
créances douteuses brutes	sept	15 979	19 237	20,4%
taux de créances douteuses brutes	sept	2,0%	2,2%	0,25 pt
ensemble des actifs financiers	sept	602 093	638 413	6,0%
Ménages	sept	321 005	335 795	4,6%
Sociétés	sept	195 259	205 090	5,0%
Autres agents	sept	85 829	97 528	13,6%
dont assurances-vie	sept	92 037	99 647	8,3%

(p) : provisoire (a) : actualisé

2 – Actualité régionale

Commerce équitable au Vanuatu

Le vendredi 16 décembre dernier, a eu lieu la cérémonie d'inauguration du centre de développement durable du groupement « Alternative Communities Trade in Vanuatu » (ACTIV). Membre de l'association de commerce équitable de l'Australie et la Nouvelle-Zélande ACTIV s'engage à soutenir les producteurs locaux, et à mener des campagnes pour des changements dans les règles et pratiques du commerce international conventionnel. Le centre de développement durable va permettre à ACTIV d'ouvrir ses bureaux, d'aménager un espace de stockage et de vente de ses produits, ainsi qu'un laboratoire pour la transformation du cacao.

Croissance économique en Australie

L'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (OCDE) estime à 4 % le taux de croissance de l'Australie pour l'année 2012. Cette croissance est essentiellement soutenue par les secteurs minier, agricole, les produits manufacturés et les services. En décembre 2011, le bureau fédéral de la statistique (Australian Bureau of Statistic, ABS) a annoncé une progression de 1 % du produit intérieur brut (PIB) pour le troisième trimestre 2011 contre 1,4 % au deuxième trimestre. Dans ce contexte, le bureau fédéral de la statistique de l'Australie a estimé le taux de chômage à +5,2 % en fin d'année 2011.

3 – Brèves locales

Augmentation des prix à la consommation

En décembre 2011, l'indice des prix à la consommation (hors tabac) a augmenté de 0,81 % sur le trimestre, pour s'établir à 109,43. La hausse est due aux postes services, alimentation et produits manufacturés. Seuls les prix de l'énergie sont en légère baisse de 0,12 % par rapport au trimestre précédent. Sur un an, l'IPC croît de 4 %, soit un niveau supérieur à celui de la Nouvelle Calédonie (2,6 %) et de la France métropolitaine (2,5 %). En glissement annuel, les prix de l'énergie contribuent fortement à cette augmentation (+ 10,82 % contre + 7,7 % en Nouvelle Calédonie).

Une activité bancaire bien orientée

Les chiffres au 31/12/2011 des établissements de crédits installés localement confirment la bonne orientation de l'activité bancaire observée au cours de l'année 2011. Ce dynamisme s'explique par de nouveaux octrois aux ménages et, plus récemment, par des financements accordés aux entreprises. Sur un an, l'encours brut global est en hausse de 23,5 % pour s'établir à 1,6 milliard de F CFP. Concernant les actifs financiers, on note une hausse de 21,5 % des dépôts locaux au quatrième trimestre 2011, en raison d'une augmentation de la collecte auprès des sociétés.

Accord particulier

La 3^e commission de suivi de l'accord particulier avec la Nouvelle Calédonie s'est tenue le 13 janvier dernier à la Communauté du Pacifique (CPS) à Nouméa sous la présidence tripartite de la Nouvelle Calédonie, de l'Etat, et de Wallis-et-Futuna. A l'issue de cette rencontre la Nouvelle Calédonie et l'Etat ont décidé d'apporter un soutien logistique et financier aux îles Wallis et Futuna notamment sur les dossiers suivants : les mini-jeux de 2013, la dette de l'agence de santé, les télécoms, l'enseignement.

Installation du pôle économique

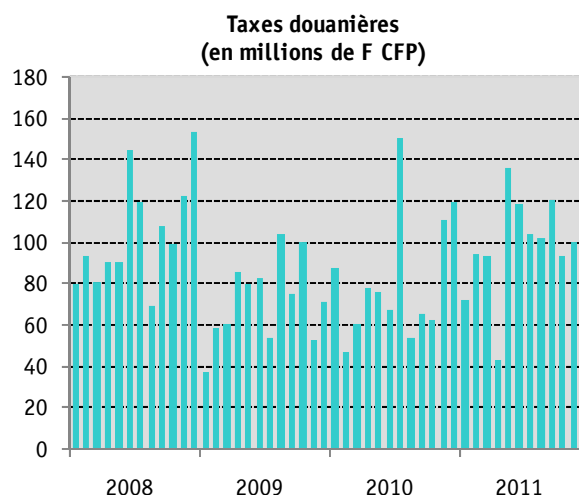
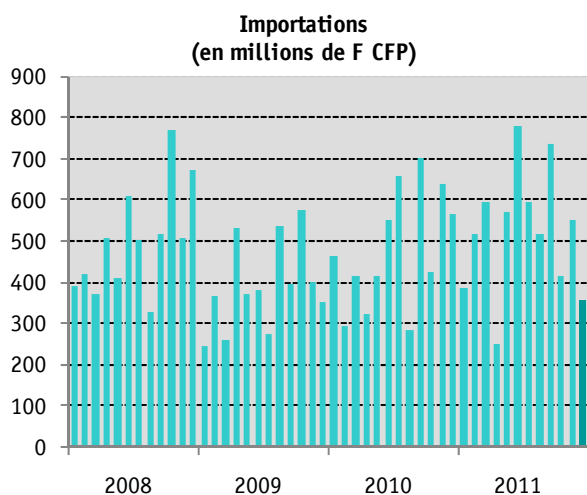
La réunion d'installation du Pôle économique institué par délibération du 14 décembre 2011 s'est tenue le 26 janvier dernier sous la présidence de Monsieur le Préfet, administrateur supérieur des îles Wallis et Futuna. Au cours de cette réunion le Préfet a souligné les avancées dans la mise en œuvre des mesures au regard de l'accord tripartite signé le 14 novembre 2011 concernant la cherté de la vie, et a défini les orientations des activités du pôle pour les prochains mois.

4 – Les indicateurs de référence

		Données brutes	▲/mois	▲/an	
Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)	4 ^e trim-11	109,43	-	4%	
SMIG mensuel en XPF	janv-12	84 837	-	3,2%	
Nombre d'emplois salariés	juin-11	2 029	-	2,5%	
Echanges extérieurs (millions de XPF)					
Importations	mensuelles	déc-11	355	-35,3%	-37,2%
	cumulées	déc-11	6 260	-	9,1%
Droits de douanes + taxes à l'entrée	mensuels	déc-11	74	-26,0%	-38,1%
Droits de douanes + taxes à l'entrée	cumulés	déc-11	1 149	-	17,7%
Taxes intérieures de consommation	cumulées	déc-11	412	-	0,7%

SECTEURS D'ACTIVITÉ		Données brutes	▲/mois	▲/an	
Energie					
Production nette d'électricité (milliers de kWh)	mensuelle	déc-11	1 621	7,6%	-4,3%
Consommation de gazole (milliers de litres)	mensuelle	déc-11	627	-8,9%	-8,5%
Consommation d'essence (milliers de litres)	mensuelle	déc-11	162	5,7%	-12,4%
Transports					
Nombre de passagers en vols commerciaux extérieurs	mensuel	janv-12	2 939	-4,0%	-5,9%
	cumulé	janv-12	32 351	-	1,8%
Nombre de passagers vols domestiques	mensuel	janv-12	1 310	0,0%	25,4%
	cumulé	janv-12	14 916	-	4,8%
Touchées de navires de marchandises	mensuelles	déc-11	4	33,3%	33,3%
	cumulées	déc-11	37	-	8,8%
Nombre d'immatriculations de véhicules neufs	mensuel	janv-12	11	-31,3%	57,1%

Sources : STSEE, Caisse Locale de Retraite, Douanes, Administration Supérieure, EEFW, SWAFEP, Aviation civile

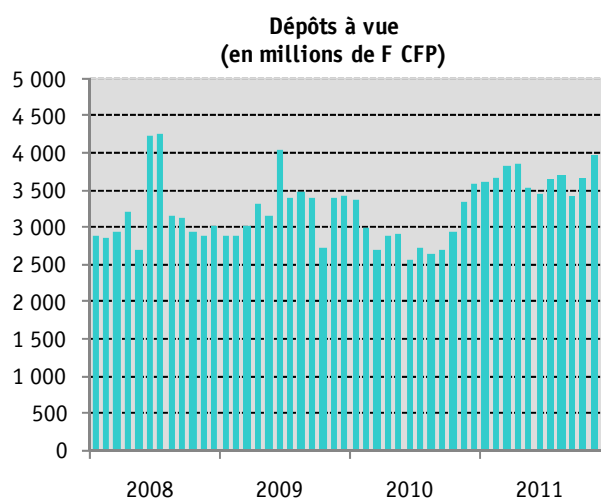
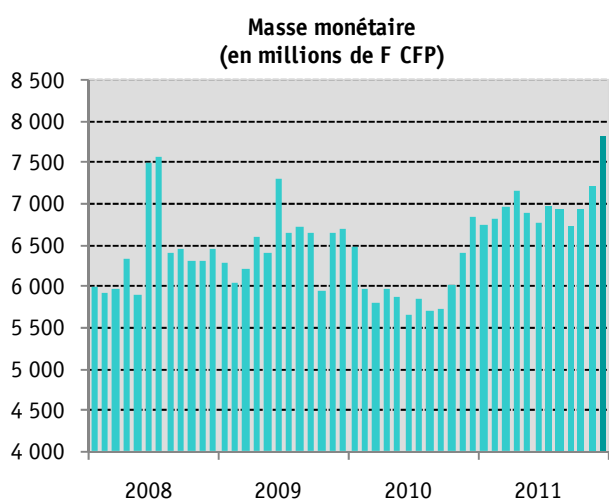


5 – Activités de l'Institut et suivi de place

Masse Monétaire

La masse monétaire continue sa progression sous l'effet de la hausse des dépôts à vue

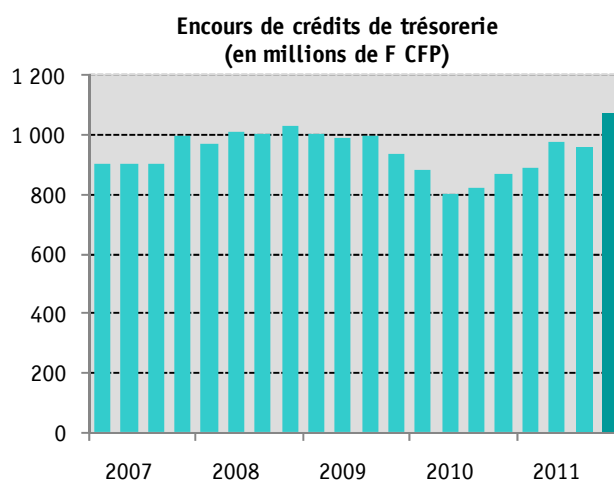
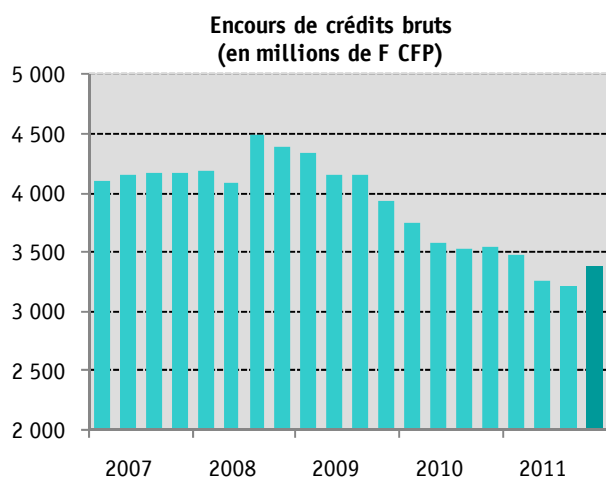
en millions de F CFP	déc-10	nov-11	déc-11	▲/mois	▲/an
Circulation fiduciaire	2 164	2 078	2 147	3,3%	-0,8%
Dépôts à vue	3 580	3 954	4 410	11,5%	23,2%
Total M1	5 744	6 032	6 557	8,7%	14,2%
M2-M1	568	548	567	3,5%	-0,3%
Total M3	6 828	7 209	7 814	8,4%	14,4%



Concours de caractère bancaire

Reprise des crédits de trésorerie sur l'année

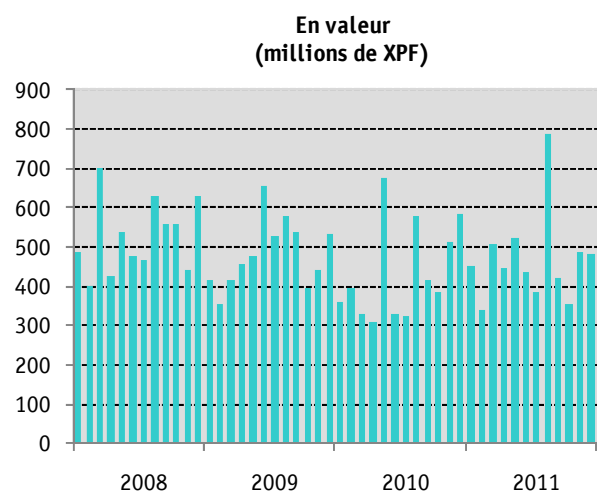
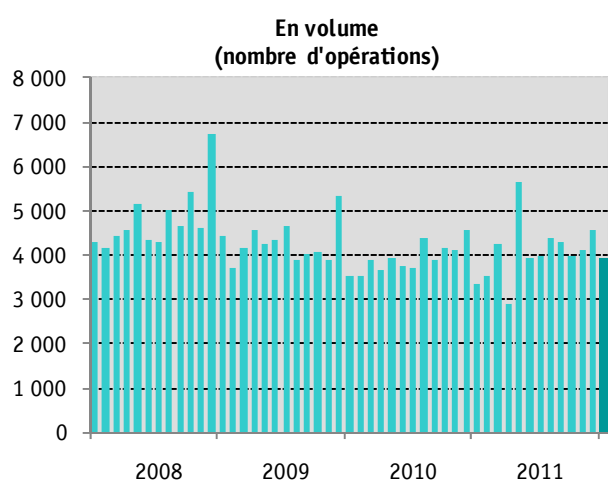
en millions de F CFP	déc-09	déc-10	déc-11	▲/an
Crédits de trésorerie	938	872	1 075	23,2%
Crédits à l'équipement	1 431	1 249	1 116	-10,7%
Crédits à l'habitat	521	363	422	16,3%
Autres crédits	290	268	221	-17,3%
Sous total	3 181	2 751	2 833	3,0%
Créances douteuses brutes	754	792	547	-31,0%
Total	3 934	3 544	3 380	-4,6%



Compensation

Baisse des opérations de compensation en nombre sur le mois

	janv-11	déc-11	janv-12	cumul 2012	▲/mois	▲/an
Compensation (en nbre)	3 361	4 576	3 916	3 916	-14,4%	17%
Compensation (en millions de CFP)	452	483	405	405	-16,2%	-10%



Incidents bancaires

Diminution des incidents bancaires sur le mois et sur l'année

en nombre	janv-11	déc-11	janv-12	cumul 2012	▲/mois	▲/an
Incidents de paiement par chèque	76	84	70	70	-16,7%	-8%
Retraits de cartes bancaires	0	11	6	6	-45,5%	-

Interdits bancaires

Légère hausse des personnes physiques en situation d'interdits bancaires

en nombre	janv-11	déc-11	janv-12	▲/mois	▲/an
Interdits bancaires en fin de mois	406	408	411	0,7%	1,2%
- dont personnes physiques	395	399	402	0,8%	1,8%
- dont personnes morales	11	9	9	0,0%	-18%

Cotation

Sur le mois, hausse du nombre de cotes valides et stabilité du nombre de cotes éligibles

en nombre	déc-10	nov-11	déc-11	▲/mois	▲/an
Cotes valides	38	26	38	46,2%	0,0%
Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	13	8	8	0,0%	-38,5%

6 – Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

	date	2010	2011	2012	▲/an
<u>Indicateurs économiques</u>					
Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)	4 ^e trim	105,22	109,43		4%
Entreprises					
nombre d'entreprises	septembre	475	512		7,8%
personnes morales en interdiction bancaire (nb)	décembre	11	9		-18%
importations de biens d'équipement (M XPF)	décembre	774	867		12,1%
importations de véhicules utilitaires (M XPF)	décembre	128	108		-15,3%
immatriculations de véhicules utilitaires neufs (nb)	janvier	3	4	3	-25,0%
Ménages					
emploi salarié (nb)	juin	1 979	2 029		2,5%
dont secteur privé	juin	790	839		6,2%
dont secteur public	juin	1 189	1 190		0,1%
montant horaire du Salaire minimum garanti (XPF)	1 ^{er} janvier 2012	486	486	502	3,2%
personnes physiques en interdiction bancaire (nb)	décembre	395	402		1,8%
décision retrait cartes bancaires	décembre	0	6		-
incidents paiements sur chèques	décembre	76	70		-8%
importations de produits alimentaires (M XPF)	décembre	1 756	1 643		-6,4%
importations de biens de consommation courante (M XPF)	décembre	724	992		36,9%
importations de véhicules de tourisme (M XPF)	décembre	243	288		18,7%
immatriculations de véhicules de tourisme neufs (nb)	janvier	6	3	8	166,7%
Echanges extérieurs en millions de XPF					
importations	décembre	5 737	6 260		9,1%
exportations	décembre	0	20		ns
recettes douanières	décembre	1 397	1 574		12,7%
dont droits de douane + taxes à l'entrée (millions de XPF)	décembre	976	1 149		17,7%
dont taxes intérieures de consommation (millions de XPF)	décembre	409	412		0,7%
<u>Indicateurs financiers</u>					
La masse monétaire					
Dépôts à vue	décembre	3 580	4 410		23,2%
M1	décembre	5 744	6 557		14,2%
M2	décembre	6 312	7 124		12,9%
Dépôts à terme	décembre	516	690		33,6%
M3	décembre	6 828	7 814		14,4%
Ensemble des concours bancaires - toutes zones confondues					
décembre		3 544	3 380		-4,6%
Ménages	décembre	1 255	1 357		8,1%
<i>dont crédits à la consommation</i>	décembre	893	1 073		20,3%
<i>dont crédits à l'habitat</i>	décembre	363	283		-21,9%
Entreprises	décembre	1 092	1 137		4,1%
<i>dont crédits d'exploitation</i>	décembre	103	88		-14,4%
<i>dont crédits d'investissement</i>	décembre	943	843		-10,7%
<i>dont crédits à la construction</i>	décembre	-	-		-
Collectivités locales	décembre	306	289		-5,4%
Autres agents et CCB non ventilés	décembre	98	80		-18,4%
créances douteuses brutes	décembre	792	592		-25,3%
taux de créances douteuses	décembre	22,4%	18,4%		- 4 pt
Ensemble des actifs financiers					
Ménages	décembre	2 856	3 040		6,5%
Sociétés	décembre	1 678	2 289		36,4%
Autres agents	décembre	4 033	3 935		-2,4%
dont assurances-vie	décembre	921	946		2,6%

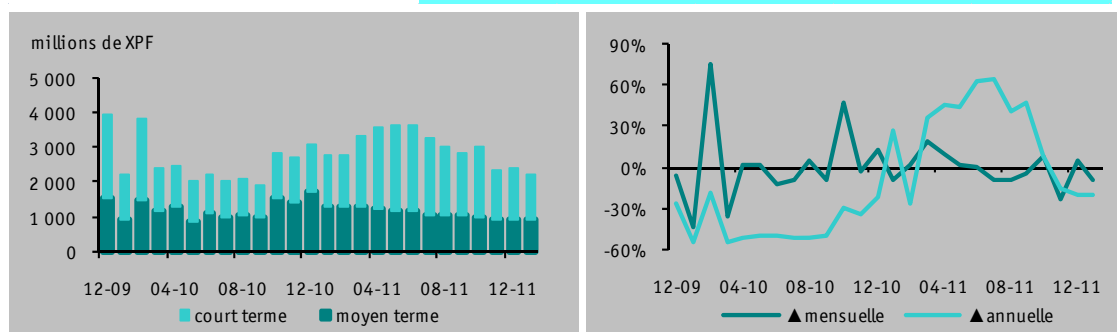
Sources : STSEE, Caisse Locale de Retraite, Douanes, Administration Supérieure, EEFW, SWAFEPF, Aviation civile

2 – Activités de l'Institut et suivi de place

Refinancement des établissements de crédit

Vif recul du refinancement à court terme des établissements de crédit

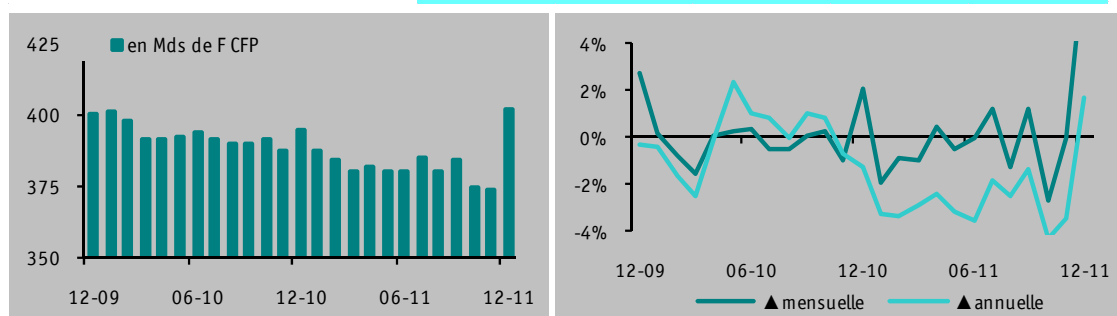
en millions de F CFP	janv-11	déc-11	janv-12	▲/mois	▲/an
Utilisations à court terme	1 458	1 524	1 287	-15,6%	-11,7%
Utilisations à moyen terme	1 282	882	876	-0,7%	-31,7%
Refinancement total	2 740	2 406	2 163	-10,1%	-21,1%



Masse monétaire

Augmentation des dépôts à vue ainsi que des dépôts à terme

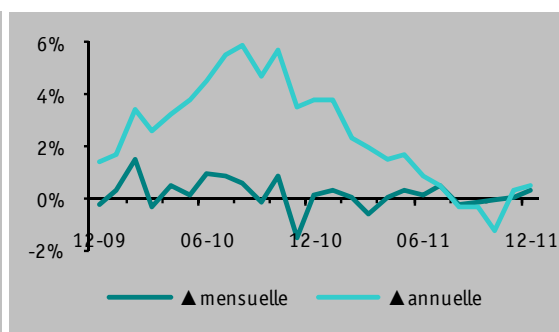
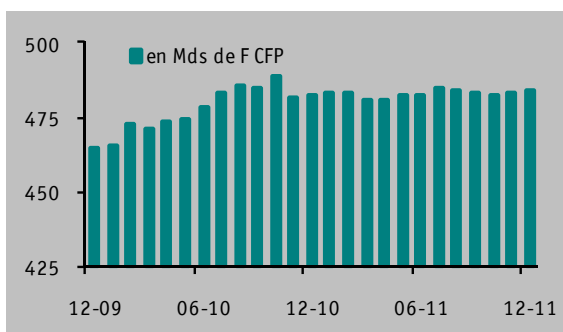
en millions de F CFP	déc-10	nov-11	déc-11	/mois	/an
Circulation fiduciaire	14 812	14 656	15 437	5,3%	4,2%
Dépôts à vue	149 551	145 853	151 116	3,6%	1,0%
Comptes sur livrets	117 543	99 555	100 684	1,1%	-14,3%
Comptes d'épargne logement	230	308	314	1,9%	36,5%
Dépôts à terme	108 622	110 673	128 417	16,0%	18,2%
Autres	4 058	2 650	5 454	105,8%	34,4%
Total M3	394 816	373 696	401 422	7,4%	1,7%



Concours des banques locales à l'économie

Progression des crédits à l'équipement

en millions de F CFP	déc-10	nov-11	déc-11	▲/mois	▲/an
Crédits de trésorerie	137 044	131 894	131 907	0,0%	-3,7%
Crédits d'équipement	60 300	62 764	64 952	3,5%	7,7%
Crédits à l'habitat	156 369	160 128	160 575	0,3%	2,7%
Autres crédits	75 887	70 122	67 817	-3,3%	-10,6%
Créances dout. brutes	52 325	57 857	58 756	1,6%	12,3%
Total CCB	481 925	482 764	484 007	0,3%	0,4%



Cotation

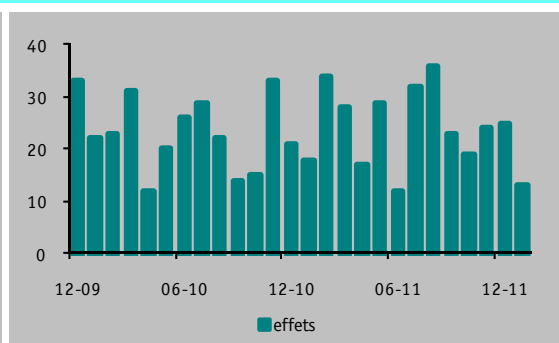
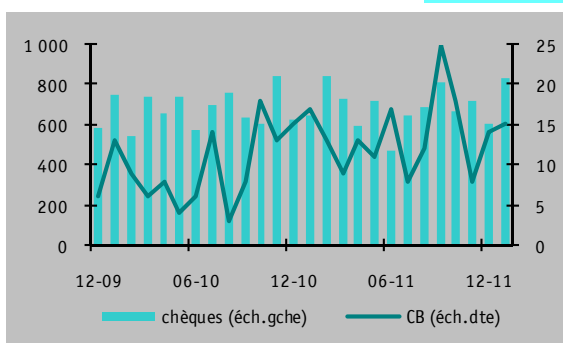
Accroissement du nombre d'entreprises éligibles au réescompte

en nombre	janv-11	déc-11	janv-12	▲/mois	▲/an
Entreprises cotées :	6 631	7 096	7 129	0,5%	7,5%
dont ent. cotées sur doc. comptable valide	1 235	1 223	1 238	1,2%	0,2%
Entreprises éligibles au refinancement IEOM	1 469	1 579	1 601	1,4%	9,0%

Incidents de paiement

Reprise des incidents de paiements sur chèques

en nombre	janv-11	déc-11	janv-12	▲/mois	▲/an
Incidents de paiements :	681	646	862	33,4%	26,6%
- sur chèques	646	607	834	37,4%	29,1%
- sur effets	18	25	13	-48,0%	-27,8%
- retraits de cartes bancaires	17	14	15	7,1%	-11,8%



Interdits bancaires

Recul des interdits bancaires pour les personnes morales

en nombre	janv-11	déc-11	janv-12	▲/mois	▲/an
Interdits bancaires en fin de mois	3 687	3 588	3 606	-0,5%	-2,7%
- dont personnes physiques	3 264	3 150	3 161	-0,3%	-3,5%
- dont personnes morales	423	438	445	-1,6%	3,5%

3 – Brèves économiques locales

Finances publiques

Prêt de 6 milliards Fcfp accordé au Pays

Suite à la visite du ministre de l'Outre-mer, Marie-Luce Penchard, une réunion du comité de suivi du plan de redressement du pays (préconisations du rapport Bolliet) s'est tenue le 06 février avec le vice-président de la Polynésie française. L'Etat et le pays se sont entendus sur les termes d'un accord concernant l'obtention d'un prêt d'un montant de 6 milliards Fcfp. Ce financement permettra de résoudre les problèmes de trésorerie auxquels est confronté le pays pour honorer le reliquat du FIP et les arriérés sur paiement fournisseurs. En contrepartie, le pays doit s'engager à réaliser la vente d'actifs d'un montant équivalent, dont l'immeuble de la délégation à Paris sis boulevard Saint-Germain.

Grand projet d'assainissement des eaux usées pour la commune de Papeete

Le grand projet d'assainissement des eaux usées constitue la priorité majeure de l'année 2012 pour le maire de Papeete. Ce projet, qui a débuté le 30 janvier 2012, est composé de la construction de 7 kilomètres de réseaux de collecte des eaux usées sous les voies communales et territoriales, d'une station d'épuration des eaux usées à Fare Ute ainsi qu'un émissaire en océan situé à 300 mètres au-delà de la digue de Motu Uta. La mise en œuvre du projet nécessite un investissement à hauteur de 4 milliards 700 millions Fcfp, qui sera financé en partie par l'Etat, par le pays ainsi que par la commune de Papeete.

Agriculture / Environnement

Construction d'une nouvelle station publique d'élevage porcin

La construction d'une station d'élevage porcin au sein de l'exploitation agricole du lycée d'Opunohu a démarré. D'après le ministre en charge de l'agriculture, l'ouverture de cette station permettra une reprise de l'activité. L'objectif est de dépasser le taux de couverture qui est actuellement de 38%. Le coût de la structure est évalué à un peu moins de 250 millions Fcfp.

Visite de Marie-Luce Penchard au Fare Natura

La ministre de l'outre mer, Marie-Luce Penchard a rencontré à Moorea les chercheurs du centre de recherche insulaires et observatoire de l'environnement (CRIOBE) à l'occasion du démarrage de la construction du Fare Natura ou « éco-musée » dont le projet a été en partie financé par l'Etat et le pays à hauteur de 300 millions de Fcfp.

Tourisme

6ème édition du Salon du tourisme

La 6ème édition du Salon du tourisme, organisée par le GIE Tahiti tourisme s'est tenue du 10 au 12 février 2012. Le GIE Tahiti Tourisme procède à un appel d'offres de son agence de représentation en France, en vue de promouvoir la destination «Tahiti et ses Iles» sur les marchés France, Suisse romande et Belgique.

Culture

Festival du film documentaire océanien (FIFO)

La 9ème édition du festival du film documentaire océanien (FIFO) s'est déroulé du 6 au 12 février à la maison de la culture de Tahiti. Le festival, dont Elie Chouraqui était le président du jury cette année, comptait 17 films en compétition. Le film australien « Murundak, songs of freedom » a remporté le grand prix du jury du FIFO 2012. En marge des projections, le FIFO présente également les 4^{èmes} Rencontres Numériques.

4 – Brèves économiques régionales

Nouvelle-Zélande : inflation et perspectives

Le taux d'inflation s'est maintenu à 1,8% au dernier trimestre 2011 avec une baisse remarquable de l'indice des prix à -0,3% en glissement annuel. La décélération de l'inflation reflète une baisse significative des prix des denrées alimentaires et une appréciation du taux de change.

Le coût nominal de la reconstruction lié aux tremblements de terre de 2011 est d'environ 20 milliards de dollars, soit environ 10% du PIB. La Reserve Bank est chargée de superviser la mise en place de nouvelles normes de solvabilité concernant les assureurs portant en particulier sur les programmes de gestion des risques.

Malgré un taux de chômage persistant à 6,3%, la croissance de l'économie néo-zélandaise devrait se poursuivre à un rythme annuel de 2% en 2012. Néanmoins ces perspectives économiques restent incertaines en raison de la crise de la zone euro et de son impact sur la Nouvelle Zélande.

Australie : politique monétaire

Statu quo de la Reserve Bank of Australia

Le principal taux directeur, le Cash rate reste inchangé à 4,5%. Les fortes pressions financières qui pesaient sur les banques européennes ont été considérablement atténuées fin 2011 par les actions des décideurs politiques européens, ce qui a permis une réouverture des marchés de financement de long terme dont ont largement bénéficié les banques australiennes.

Croissance économique

Croissance et Inflation soutenues

L'économie australienne, tirée par les économies asiatiques, notamment chinoise, poursuit son rythme de croissance avec +3%. Le taux de chômage, qui avait légèrement augmenté, s'est stabilisé au cours des derniers mois. Les principaux partenaires commerciaux de l'Australie ont également continué à enregistrer une croissance solide.

Après avoir chuté au mois de décembre 2011 de 1,3%, l'Indice des prix à la consommation (CPI) a augmenté de 0,2% en janvier 2012. Les principales contributions liées à cette hausse sont les augmentations des prix de l'or et des matières premières. Parallèlement les prix des métaux de base ont également augmenté. L'inflation est ainsi contenue à 3,1% malgré la forte accélération des prix alimentaires résultant des inondations de 2010.

Les indicateurs de référence

	date	m-12	m-1	m	▲/mois	▲/an	
Indicateurs macroéconomiques							
Indice des prix à la consommation (base 100 décembre 2007)	janv. 12	104,0	106,3	105,7	-0,6%	1,6%	
Indice de l'emploi salarié dans le secteur marchand (base 100 janvier 2000)	nov. 11	120,8	116,2	116,3	0,1%	-3,7%	
Commerce extérieur	<i>Exportations (en M F CFP)</i>	déc. 11	1 038	1 288	1 631	26,6%	57,1%
	<i>Importations (en M F CFP)</i>	déc. 11	14 034	14 393	13 385	-7,0%	-4,6%
<i>(source : ISPF)</i>							
Entreprises							
Importations de biens d'équipement (M F CFP)	déc. 11	2 154	2 107	1 960	-7,0%	-9,0%	
Immatriculation de véhicules utilitaires neufs (nb)	nov. 11	124	143	124	-13,3%	0,0%	
	<i>Camions</i>	nov. 11	6	9	4	-55,6%	-33,3%
	<i>Camionnettes</i>	nov. 11	118	134	120	-10,4%	1,7%
Personnes morales en interdiction bancaire (nb)	janv. 12	423	438	445	1,6%	5,2%	
<i>(sources : ISPF, IEOM)</i>							
Ménages							
Importations de biens de consommation courante (M CFP)	déc. 11	2 160	2 346	2 021	-13,8%	-6,4%	
Importations de produits alimentaires (M CFP)	déc. 11	2 984	3 483	3 337	-4,2%	11,9%	
Immatriculation de véhicules particuliers neufs (nb)	nov. 11	276	342	226	-33,9%	-18,1%	
Personnes physiques en interdiction bancaire	janv. 12	3 264	3 150	3 161	0,3%	-3,2%	
<i>(sources : ISPF, IEOM)</i>							
Secteurs							
Agriculture							
Exportations de perles brutes (en M F CFP)	déc. 11	534	782	855	9,3%	60,1%	
Exportations de poissons et crustacés (en M F CFP)	déc. 11	73	111	299	169,8%	311,0%	
BTP							
Importations de ciment (en M F CFP)	déc. 11	76	132	103	-21,9%	36,2%	
Importations de bois transformé (en M F CFP)	déc. 11	206	180	174	-3,6%	-15,6%	
Industrie							
Exportations de monoï en vrac et conditionné (en M F CFP)	déc. 11	7	7	8	7,5%	6,1%	
Exportations de noni en purée et en jus (en M F CFP)	déc. 11	25	102	54	-46,7%	120,8%	
Tourisme							
Nombre de touristes	nov. 11	12 784	14 519	13 086	-9,9%	2,4%	
Taux d'occupation hôtelière (CPH)	janv. 12	45,3%	47,8%	42,3%	-5,5 pts	-3 pts	
<i>(sources : ISPF, CPH)</i>							
Indicateurs financiers							
(Encours banques locales en M FCFP)							
Dépôts							
Ménages							
	<i>Dépôts à vue</i>	déc. 11	56 988	56 365	56 542	0,3%	-0,8%
	<i>Comptes sur livret</i>	déc. 11	101 607	93 744	94 881	1,2%	-6,6%
	<i>Dépôts à terme</i>	déc. 11	52 544	58 225	59 527	2,2%	13,3%
Entreprises							
	<i>Dépôts à vue</i>	déc. 11	81 612	76 302	81 119	6,3%	-0,6%
	<i>Dépôts à terme</i>	déc. 11	38 022	41 843	39 895	-4,7%	4,9%
Encours bancaires							
Ménages							
	<i>Crédits de trésorerie</i>	déc. 11	81 646	79 388	79 773	0,5%	-2,3%
	<i>Crédits à l'habitat</i>	déc. 11	132 160	138 741	139 573	0,6%	5,6%
Entreprises							
	<i>Crédits de trésorerie</i>	déc. 11	52 286	50 817	49 329	-2,9%	-5,7%
	<i>Crédits d'équipement</i>	déc. 11	53 246	54 106	56 402	4,2%	5,9%
Créances douteuses							
	<i>Créances douteuses brutes</i>	déc. 11	51 940	57 806	58 945	2,0%	13,5%
<i>(source : IEOM)</i>							

4 – Les taux

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE

	taux	date d'effet
taux de la facilité de dépôt	0,25%	14/12/2011
taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement	1,00%	14/12/2011
taux de la facilité de prêt marginal	1,75%	14/12/2011

TAUX D'INTERVENTION DE L'INSTITUT D'ÉMISSION D'OUTRE-MER

	date d'effet	taux	taux de sortie maximum applicables aux crédits pour accès au réescompte
taux de la facilité de dépôt	27/05/2010	0,25%	3,75%
taux de réescompte des crédits aux entreprises	23/12/2011	1,00%	
taux de réescompte des prêts bancaires au logement	01/08/1996	3,00%	
taux de la facilité de prêt marginal	14/12/2011	1,75%	5,35% à 5,80% (Taux SGFGAS à partir du 01/11/2011)
taux de l'escompte de chèques	14/12/2011	1,75%	

TAUX D'INTÉRÊT EN FRANCE ET DANS LE MONDE

taux d'intérêt en fin de mois

	31/01/2012	30/12/2011	Var. M-1	fin 12/10	Var. fin 08
EONIA	0,3800%	0,6290%	- 0,249 pt	0,8170%	- 0,437 pt
EURIBOR 1 mois	0,7130%	1,0240%	- 0,311 pt	0,7820%	- 0,069 pt
EURIBOR 3 mois	1,1250%	1,3560%	- 0,231 pt	1,0060%	+ 0,119 pt
EURIBOR 6 mois	1,4180%	1,6170%	- 0,199 pt	1,2270%	+ 0,191 pt
EURIBOR 12 mois	1,7540%	2,0350%	- 0,281 pt	1,5070%	+ 0,247 pt

taux d'intérêt en moyenne mensuelle

	31/01/2012	30/12/2011	Var. M-1	fin 12/10	Var. fin 08
TEMPE	0,3877%	0,6168%	- 0,229 pt	0,4902%	- 0,110 pt
EURIBOR 1 mois	0,8380%	1,1410%	- 0,303 pt	0,8110%	+ 0,027 pt
EURIBOR 3 mois	1,2230%	1,4250%	- 0,202 pt	1,0220%	+ 0,201 pt
EURIBOR 6 mois	1,5060%	1,6700%	- 0,164 pt	1,2510%	+ 0,255 pt
EURIBOR 12 mois	1,8370%	2,0020%	- 0,165 pt	1,5260%	+ 0,311 pt
TMO	3,4300%	3,4300%	+ 0,000 pt	3,5900%	- 0,160 pt
TME	3,2300%	3,2300%	+ 0,000 pt	3,3900%	- 0,160 pt
TRBOSP	3,4100%	3,3400%	+ 0,070 pt	3,6500%	- 0,240 pt

taux de base bancaire

	taux	date d'effet
banques métropolitaines	6,60%	15/10/2001
banques locales		
taux d'intérêt légal		JORF
année 2011	0,71%	08/02/2011
année 2011	0,38%	03/02/2011

Définitions

EONIA: Euro OverNight Index Average
 TEMPE: moyenne mensuelle de l'EONIA
 EURIBOR: EUR. InterBank Offered Rate
 TMO: taux moyen des obligations publiques (source: CDC)
 TME: taux moyen des emprunts d'Etat à long terme (source: CDC)
 TRBOSP: taux de rendement brut des obligations du secteur privé (dernier vendredi du mois)

taux des euro-monnaies

devise	USD			JPY			GBP		
	31/01/2012	30/12/2011	31/12/2010	31/01/2012	30/12/2011	31/12/2010	31/01/2012	30/12/2011	31/12/2010
taux JJ	0,135%	0,110%	0,230%	0,085%	0,035%	0,080%	0,570%	0,555%	0,490%
3 mois	0,370%	0,680%	0,476%	0,285%	0,140%	0,110%	0,820%	1,100%	0,820%
10 ans emprunts phares	1,850%	1,870%	3,310%	0,970%	0,980%	1,120%	1,990%	1,980%	3,400%

TAUX DE LUSURE (seuils applicables à partir du 1er janvier 2012)

Prêts aux particuliers	seuil de l'usure	Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 715 990 XPF et prêts viagers hypothécaires	15,78%
Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 715 990 XPF			10,60%
Prêts immobiliers	seuil de l'usure	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	
Prêts à taux fixe	6,24%	Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	9,67%
Prêts à taux variable	5,83%	Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux variable	5,45%
Prêts-relais	6,43%	Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux fixe	6,29%
Autres crédits aux particuliers		Découverts en compte (1)	13,80%
Prêts d'un montant inférieur ou égal à 181 862 XPF	20,65%	Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	6,53%
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 181 862 XPF et inférieur ou égal à 357 995 XPF et prêts viagers hypothécaires	19,15%		
Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 181 862 XPF et inférieur ou égal à 357 995 XPF	13,98%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 357 995 XPF et inférieur ou égal à 715 990 XPF et prêts viagers hypothécaires	17,69%		
Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 357 995 XPF et inférieur ou égal à 715 990 XPF	12,51%	Découverts en compte (1)	13,80%

(1) y compris commission du plus fort découvert

TAUX DE CHANGE

Parité XPF/ EUR : 1000 XPF = 8,38 EUR

Dernier cours fin de mois	1 USD/XPF	90,5675	1 NZD/XPF	74,9665	1 HKD/XPF	11,6770	1 GBP/XPF	142,8952	
100 JPY/XPF	118,5847	1 AUD/XPF	96,4999	1 SGD/XPF	72,3793	100 VUV/XPF	98,0193	1 FJD/XPF	51,8135

Directeur et responsable de la publication : N. de SEZE

Éditeur et imprimeur IEOM – 164, rue de Rivoli - 75001 PARIS

Dépôt légal : février 2012 – Achevé d'imprimer le 15 février 2012 – N°ISSN 1955-8376

